

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 04 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Le communiqué du Conseil des ministres du mercredi 3 décembre 2025

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 03 décembre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République.

AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Chef de l'Etat a fait une communication portant sur les points suivants : Devoir de mémoire et célébration de la journée des Tirailleurs sénégalais

Au début de sa communication, Monsieur le Président de la République informe le Conseil avoir présidé, le lundi 1er décembre 2025, en présence de son homologue de la République de Gambie, du Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, du Président de l'Assemblée nationale de la République du Togo et de plusieurs délégations étrangères, les cérémonies de commémoration du 81ème anniversaire du Massacre de Thiaroye et de célébration de la 1ère édition de la Journée des Tirailleurs sénégalais. Il félicite le Gouvernement, notamment le Premier Ministre et le Ministre des Forces Armées, ainsi que le Comité de commémoration, pour la bonne organisation et la rédaction du Livre blanc sur le Massacre de Thiaroye.

<https://aps.sn/le-communique-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-3-decembre-2025/>

APS. Vers une réforme du système national de retraite

Le Premier ministre a annoncé, lors du Conseil des ministres de ce mercredi 3 décembre, une "réforme du système national de retraite" dans laquelle des actifs de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES) doivent constituer un levier majeur de financement endogène du Plan de redressement économique et social (PRES). "Abordant l'état d'avancement de la réflexion stratégique engagée autour de la réforme du système national de retraite, le Premier ministre [...] a souligné la nécessité de mettre en place un système plus inclusif, mieux administré, financièrement solide et adapté au vieillissement de la population", rapporte le communiqué du Conseil des ministres.

<https://aps.sn/vers-une-reforme-du-systeme-national-de-retraite/>

APS. Ousmane Sonko annonce "une réorganisation" des départements ministériels

Le Premier ministre a proposé au gouvernement, lors du Conseil des ministres de ce mercredi 3 décembre, de procéder à "une réorganisation des départements ministériels", dans le but de pallier l'"instabilité institutionnelle, la redondance, l'inflation des structures [et] le chevauchement des missions" des entités publiques. Ousmane Sonko a relevé "l'instabilité institutionnelle, la redondance et l'inflation des structures, le chevauchement de [certaines] missions, les conflits de compétences, la multiplication des centres de décisions [et] les difficultés dans la coordination de l'activité ministérielle". Il a signalé aussi "le manque de consistance de certaines fonctions essentielles, les différences notoires dans l'architecture



organisationnelle et les conflits de compétences”, rapporte le communiqué du Conseil des ministres.

<https://aps.sn/ousmane-sonko-annonce-une-reorganisation-des-departements-ministeriels/>

SENEWEB. Le budget 2026 du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage adopté

Le projet de budget 2026 du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage (MASAE) a été adopté en plénière ce mercredi 3 décembre 2025 à l'Assemblée nationale, marquant une étape cruciale dans la stratégie de transformation du secteur agricole et de l'élevage au Sénégal selon le ministre. Sur 126 députés ayant voté (sur 65 inscrits initialement, avec 7 procurations), 119 ont voté pour le budget, aucun contre, et 7 se sont abstenus, traduisant un large consensus autour de l'importance stratégique de ce secteur dans l'Agenda national de transformation « Sénégal 2050 ». Le budget total du MASAE s'élève à 427 milliards FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 247,6 milliards FCFA en crédits de paiement (CP), répartis entre plusieurs programmes prioritaires : Le programme Base productive et infrastructures agropastorales s'élève à 249,8 milliards FCFA en AE et 70,7 milliards FCFA en CP. L'essentiel est destiné aux investissements exécutés par l'État (237,4 milliards FCFA) pour renforcer les aménagements hydro-agricoles, les pistes rurales, les ouvrages hydrauliques et les équipements agricoles.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/le-budget-2026-du-ministere-de-lagriculture-et-de-lelevage-adopté_n_476243.html

APS. Le Sénégal affiche un taux d'inclusion financière estimé à 83% (Observatoire)

Le Sénégal enregistre un taux d'inclusion financière estimé à 83%, a indiqué le médiateur en charge des banques et services financiers à l'Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF) Banda Diop, se félicitant du développement rapide des services numériques et la forte adoption des populations aux solutions de monnaie électronique. "Le taux d'inclusion financière au Sénégal est aujourd'hui estimé à 83%," a-t-il notamment déclaré lors d'un entretien accordé à l'APS. A travers ces résultats, "le pays figure parmi les meilleurs élèves de l'UEMOA en matière d'accès aux services financiers, s'est encore réjoui Banda Diop, appelant toutefois à ce que cette performance soit consolidée par une éducation financière de masse".

<https://aps.sn/le-senegal-affiche-un-taux-dinclusion-financiere-estime-a-83-observatoire/>

APA NEWS. Maroc/Sénégal : coopération dans le dessalement de l'eau de mer

Le Sénégal souhaite renforcer la coopération avec le Maroc en matière de dessalement de l'eau de mer, a déclaré, mercredi à Marrakech, le ministre sénégalais de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Cheikh Tidiane Dieye. S'adressant aux médias en marge de sa participation au 19^e Congrès Mondial de l'Eau, le ministre sénégalais de l'Hydraulique a mis en avant les avancées importantes du Maroc en matière de dessalement de l'eau de mer, soulignant l'importance de l'échange des expertises et des connaissances entre les deux pays dans ce domaine. Il a cité l'assainissement et la gestion des ressources en eau comme domaines de coopération et de partage



d'expériences entre le Maroc et le Sénégal, mettant en avant la qualité et la profondeur des relations historiques unissant les deux pays.

<https://fr.apanews.net/society/maroc-senegal-cooperation-dans-le-dessalement-de-leau-de-mer/>

SENEWEB. Économie : La Bceao maintient son taux directeur à 3,25%

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a tenu, ce mercredi, sa dernière réunion du Comité de politique monétaire (Cpm) de l'année 2025. L'une des décisions phares, c'est le maintien du niveau de son taux directeur. «Le taux directeur reste à 3,25 %. Et le taux de prêt marginal à 5,50%», a annoncé le Gouverneur de la Bceao, Jean-Claude Kassi Brou. Le Cpm a fondé son analyse sur plusieurs facteurs, notamment sur les dernières données liées à la situation économique, monétaire et financière de la région et au niveau international. Sur le plan interne, la croissance est actuellement robuste. Pour le troisième trimestre de l'année 2025, elle tourne autour de 6,6%. «C'est une croissance très forte. Au second trimestre elle était de 6,4%. Quand on projette sur l'année 2025, on a une croissance de 6,7%», indique le Gouverneur de la Bceao.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/economie-la-bceao-maintient-son-taux-directeur-a-325_n_476320.html

LEJECOS. Comité de politique monétaire : La Bceao note une désinflation et une croissance robuste pour 2025

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a ouvert ce mercredi, 3 décembre à Dakar, la quatrième et dernière session ordinaire de son Comité de politique monétaire (Cpm) pour 2025. En ouvrant les travaux, le gouverneur a dressé un tableau globalement favorable de la conjoncture mondiale et régionale, marqué par une reprise solide et une inflation maîtrisée. Selon lui, l'économie mondiale devrait progresser de 3,2 % en 2025, d'après les projections du FMI. Une performance portée par la résilience de l'activité et une accalmie des tensions commerciales, notamment entre les États-Unis et leurs principaux partenaires. Dans l'espace Uemoa, la dynamique reste soutenue. La croissance économique a atteint 6,6 % au troisième trimestre, portée par le rebond des industries extractives et le dynamisme des services. Pour l'ensemble de l'année, la Banque centrale anticipe un taux de 6,7 %, confirmant la vigueur de l'activité dans l'Union.

https://www.lejecos.com/Comite-de-politique-monetaire-La-Bceao-note-une-desinflation-et-une-croissance-robuste-pour-2025_a29973.html

SENEWEB. Accroissement de la dette des États de l'Union : Ce qu'en dit le Gouverneur de la Bceao

Ces dernières années, la dette des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) s'est fortement accrue. Ce mercredi 3 décembre, en marge de la réunion du Comité de politique monétaire, le Gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a évoqué la question. «La dette des États, évidemment, est liée à la situation des finances publiques. C'est la situation des finances publiques qui entraîne donc l'endettement des États. Et c'est vrai que la dette a évolué», a indiqué Jean-Claude Kassi Brou, en marge de la réunion du comité de politique monétaire. Il souligne qu'aujourd'hui, la dette pour la région est autour de 64% du Pib. Et donc, la limite des 70% n'est pas encore atteinte. Mais, le Gouverneur de la Bceao



a tenu à signaler : «70% c'est le taux qu'on doit éviter. Nous sommes à 64%, donc on n'y est pas, mais il y a quand même une hausse. Et parce qu'il y a eu la hausse qu'il faut être vigilant et attentif.»

https://www.seneweb.com/fr/news/5/accroissement-de-la-dette-des-etats-de-lunion-ce-quen-dit-le-gouverneur-de-la-bceao_n_476321.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Mozambique, Sénégal, Maurice... Quels sont les pays les plus endettés d'Afrique ?

L'endettement en zone subsaharienne a augmenté de 4,3 % entre 2023 et 2024, selon le dernier rapport annuel dédié à la dette des économies en développement de la Banque mondiale. Et les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés. Quels sont les pays en développement les plus endettés ? Et qui sont leurs créanciers ? Comme chaque année, la Banque mondiale publie son rapport international sur la dette qui offre un panorama précis de l'endettement des pays en développement. Au total, ces derniers ont restructuré 90 milliards de dollars de dette extérieure en 2024, un niveau jamais atteint depuis 2010.

<https://www.jeuneafrique.com/1745832/economie-entreprises/mozambique-senegal-maurice-quels-sont-les-pays-les-plus-endettes-dafrique/>

JEUNE AFRIQUE. Casablanca, Lagos, Abidjan... Quelle ville a le marché de l'emploi le plus dynamique ?

Pôles d'activités de premier plan, les métropoles africaines doivent aussi composer avec l'informel et un marché du travail encore trop étroit. Un sondage mené auprès des habitants dans le cadre de la deuxième édition de notre palmarès des 30 Villes les plus attractives permet d'évaluer les performances en la matière. « Si le continent veut revendiquer sa place dans le XXI^e siècle, il doit commencer par faire de ses villes non seulement des lieux de vie, mais aussi des moteurs d'emploi, de résilience et d'inclusion ». Cet appel, lancé en juillet par le spécialiste du développement urbain à la Banque mondiale Abhas Jha, résume l'ampleur du défi à relever pour les métropoles du continent sur le volet du marché du travail. Certes, les villes africaines constituent des pôles d'activités, de dynamisme et de création d'emplois incontestables dans tous les pays du continent. Mais, sous l'effet conjugué de l'exode rural et de l'essor démographique, elles sont toujours plus sous pression, peinant à offrir les opportunités nécessaires à employer un nombre d'habitants croissant.

<https://www.jeuneafrique.com/1745903/economie-entreprises/casablanca-lagos-abidjan-quelle-ville-a-le-marche-de-lemploi-le-plus-dynamique/>

AGENCE ECOFIN. Namibie : la BAD valide une stratégie de 1,78 milliard \$ pour transformer l'économie et la création d'emplois



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le Document de stratégie pays (DSP) pour la Namibie prévoyant un financement de 1,78 milliard de dollars pour soutenir la transformation de l'économie et la croissance inclusive au cours de la période 2025-2030. Ce financement devrait ouvrir la voie à la création d'emplois et à la diversification économique, tout en s'attaquant aux principaux défis auxquels fait face l'un des pays les plus inégalitaires au monde : le chômage des jeunes dépasse 40 % et le revenu par habitant a chuté, passant de 5 942 dollars en 2012 à 4 240 dollars en 2024. « Cette stratégie marque un tournant décisif pour le développement de la Namibie », a déclaré Moono Mupotola, directrice générale adjointe pour l'Afrique australe et cheffe du bureau pays du Groupe de la Banque africaine de développement en Namibie. « En nous focalisant sur les infrastructures stratégiques et le développement du capital humain, nous jetons les bases d'une croissance inclusive qui profitera à tous les Namibiens, en particulier aux jeunes », a poursuivi Mme Mupotola.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/0312-133978-namibie-la-bad-valide-une-strategie-de-1-78-milliard-pour-transformer-l-economie-et-la-creation-d-emplois>

LE MONDE. Dans les pays les plus pauvres, le remboursement de la dette siphonne les ressources destinées au développement

Selon le rapport annuel de la Banque mondiale, les pays à bas et moyen revenu dépensent davantage pour rembourser leur dette extérieure qu'ils ne reçoivent de financements pour se développer. La crise qui menace les pays à bas et moyen revenu n'est plus seulement celle de la dette mais du financement de leur développement. Le rapport annuel sur la dette de la Banque mondiale, publié mercredi 3 décembre, montre que, pour la troisième année de suite, ces derniers dépensent davantage pour rembourser leur dette extérieure qu'ils ne reçoivent de financements pour se développer. Un solde négatif, qui a atteint 205,1 milliards de dollars (176 milliards d'euros) en 2024, et même 741 milliards de dollars si l'on y ajoute les soldes des deux années précédentes.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/03/dans-les-pays-les-plus-pauvres-le-remboursement-de-la-dette-siphonne-les-ressources-destinees-au-developpement_6655860_3234.html

FUNDS MAGAZINE. "La dynamique de l'emploi est complètement à l'arrêt depuis 6 mois aux Etats-Unis"

"Le rapport ADP montre que la dynamique de l'emploi est complètement à l'arrêt depuis 6 mois aux Etats-Unis. Cette publication, qui est le meilleur baromètre du marché du travail en l'absence des rapports sur l'emploi d'octobre et novembre (shutdown), rend encore plus probable une baisse de taux de la Fed le 10 décembre... mais aussi la poursuite du cycle de baisses sur les mois suivants", soutient Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques chez CPR AM. Il s'agit, poursuit-il, du plus mauvais chiffre depuis près de trois ans.

<https://fundsmagazine.optionfinance.fr/linfo-asset-en-continu/detail/2025-12-03-la-dynamique-de-lemploi-est-completement-a-larret-depuis-6-mois-aux-etats-unis-cpr-am.html>



FRENCH.CHINA.ORG.CN. L'OCDE relève ses prévisions de croissance du PIB chinois à 5 % pour 2025

Ces perspectives positives témoignent de la confiance dans l'économie chinoise, selon un expert. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a relevé mardi ses prévisions de croissance du PIB chinois pour 2025 à 5 %, soit une hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à ses précédentes projections de septembre. Cette révision à la hausse opérée par l'OCDE et d'autres institutions internationales traduit des attentes positives pour la deuxième économie mondiale, portée par un soutien politique solide et une forte résilience, ont affirmé des experts. Dans les dernières « Perspectives économiques » de l'OCDE, publiées sur son site Internet, l'organisation a mis en avant la croissance de 5,2 % sur un an enregistrée par la Chine au cours des trois premiers trimestres de 2025, notant que la consommation avait été soutenue par l'élargissement d'un programme de reprise, incluant les voitures et l'électronique grand public.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/03/content_118208260.htm

RFI. Visite d'Emmanuel Macron à Pékin: pourquoi la France veut désormais apprendre de la Chine

Alors que la France affiche un déficit commercial record vis-à-vis de la Chine (47 milliards d'euros), Emmanuel Macron cherche à obtenir des transferts de technologies venus de Pékin. Un basculement historique qui redéfinit les rapports de force industriels entre l'Europe et la Chine. Le déplacement d'Emmanuel Macron en Chine intervient dans un contexte de déséquilibre commercial massif au profit de Pékin. Longtemps, la Chine exportait surtout des biens d'entrée de gamme. Ce temps est révolu. Désormais, Pékin expédie vers l'Europe des voitures électriques, des panneaux solaires, des batteries, ou encore des composants électroniques. Autrement dit, tout ce dont l'Europe a besoin pour réussir sa transition énergétique. Face à cette montée en puissance, la France doit revoir sa stratégie : accueillir sur son territoire des entreprises chinoises, créer de l'emploi et, surtout, récupérer du savoir-faire, ce qu'on appelle des transferts de technologies. Ce mouvement illustre un changement de rôle inédit entre la Chine et les Occidentaux. Pendant quarante ans, les technologies venaient d'Europe vers les usines chinoises. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20251204-visite-d-emmanuel-macron-%C3%A0-p%C3%A9kin-pourquoi-la-france-veut-d%C3%A9sormais-apprendre-de-la-chine>

LES ECHOS. Budget 2026 : l'heure de vérité pour Lecornu à l'Assemblée

Alors que les députés doivent se prononcer jeudi ou vendredi sur le volet « recettes » du budget de la Sécurité sociale, le Premier ministre a annulé ses rendez-vous pour se consacrer aux débats parlementaires. L'étau se resserre autour de Sébastien Lecornu. Le Premier ministre a annulé ce jeudi tous ses rendez-vous pour se consacrer « entièrement aux débats parlementaires » alors que le vote des députés sur le volet « recettes » du budget de la Sécurité sociale doit intervenir aujourd'hui ou demain. L'adoption du texte est sévèrement menacée. Les concessions accordées par le gouvernement pour obtenir des voix venues de la gauche, comme la suspension de la réforme des retraites ou une hausse de la CSG sur le capital, ne passent pas à droite. En l'état actuel du texte, « on ne peut pas voter pour » a notamment affirmé Edouard Philippe. Un rejet des députés sur le volet « recettes » entraînerait le rejet total du



texte à l'Assemblée et compliquerait grandement l'adoption du budget de la Sécu au Parlement avant le 31 décembre.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/direct-budget-2026-lheure-de-verite-pour-lecornu-a-lassemblee-2202679>

LE FIGARO. L'Argentine négocie un emprunt de 7 milliards de dollars auprès des banques

Alors que plusieurs institutions ont démarché le gouvernement de Javier Milei, Buenos Aires n'envisage de ne retenir qu'une fraction du prêt afin de préserver ses réserves avant les lourds remboursements de début d'année.

L'Argentine négocie avec des banques en vue d'un prêt qui pourrait atteindre 7 milliards de dollars, et «évalue» quel montant elle prendra, pour ménager ses réserves de change en vue d'échéances de remboursement de dette en janvier, a annoncé mercredi le ministre de l'Économie Luis Caputo. «Les banques nous ont proposés 6, 7 milliards de dollars, et on évalue combien on en prendra, si c'est zéro, un (milliard), deux, trois, quatre, on verra combien», a déclaré Luis Caputo, sans préciser le nom des banques en question, lors d'une rencontre de dirigeants économiques à Buenos Aires, retransmise sur Youtube.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-argentine-negocie-un-emprunt-de-7-milliards-de-dollars-aupres-des-banques-20251204>

ZONE BOURSE. La Hongrie annonce une hausse de 11 % du salaire minimum en 2026 malgré une économie atone

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a annoncé jeudi une augmentation de 11 % du salaire minimum pour 2026, à la suite d'un accord entre employeurs et salariés, et ce malgré la stagnation économique qui a contraint son gouvernement à revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour cette année et la suivante. Confronté à une forte opposition en vue des élections prévues probablement en avril, le gouvernement de Viktor Orban a déjà annoncé des revalorisations salariales dans la fonction publique, dans l'objectif de stimuler la consommation et de relancer l'économie. Après plusieurs années de forte progression des salaires, la faiblesse de la croissance économique et la flambée des coûts de l'énergie rendent difficile, selon les analystes, le financement de cette hausse du salaire minimum par les entreprises l'an prochain.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/la-hongrie-annonce-une-hausse-de-11-du-salaire-minimum-en-2026-malgre-une-economie-atone-ce7d51dfdd8ff721>

COURRIER INTERNATIONAL. Vladimir Poutine en Inde : des liens renforcés malgré la pression des États-Unis

Le président russe effectue une visite officielle de deux jours en Inde à l'occasion de la 23e édition d'un format bilatéral annuel. C'est le premier déplacement de Vladimir Poutine dans ce pays depuis la guerre lancée contre l'Ukraine. La presse russe lui accorde "une importance symbolique considérable" et évoque les sujets qui devraient être à l'agenda des discussions. "La Russie et l'Inde maintiennent le niveau" : c'est ainsi que Kommersant titrait un article publié mi-novembre, dans lequel le quotidien rapportait la préparation du déplacement de Vladimir Poutine à New Delhi, "malgré la pression des États-Unis", les 4 et 5 décembre. Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, s'était alors entretenu à Moscou avec son homologue indien,



Subrahmanyam Jaishankar, à l'occasion d'une rencontre des chefs de gouvernement des pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-russie-vladimir-poutine-en-inde-des-liens-renforces-malgre-la-pression-des-etats-unis_238017



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn